

écarts entre les inputs pécuniaires (coûts) et les inputs réels des cantons (taille des classes et taux d'encadrement).

Dépenses globales et dépenses des cantons pour la formation

Depuis 2004, les dépenses publiques pour la formation (nous ne considérons ici que la rémunération des enseignants) consacrées à l'école obligatoire et les dépenses publiques globales ont progressé dans la plupart des cantons. La part des dépenses publiques pour la formation dans les dépenses globales a par ailleurs dénoté une tendance à la hausse dans douze cantons et très légèrement diminué dans les autres. L'évolution des dépenses publiques globales n'est pas liée à celle des dépenses publiques pour la formation pour l'école obligatoire (→ figure 59). Une comparaison des dépenses cantonales pour la formation par élève avec les dépenses publiques globales révèle même une corrélation légèrement négative (→ figure 60). En d'autres termes, lorsqu'un canton dépense globalement moins, il tend à accroître le montant par élève qu'il investit dans l'éducation (en ne considérant que la rémunération des enseignants). À l'inverse, l'augmentation des dépenses cantonales globales n'induit pas nécessairement une augmentation des dépenses pour la formation par élève allouées à l'école obligatoire. Bien qu'aucun lien de cause à effet ne puisse être établi ici, l'évolution des dépenses montre que les cantons ne déploient pas leurs efforts d'économies au détriment du financement de l'école obligatoire, du moins pas à l'aune des dépenses pour la formation par élève.

59 Évolution des dépenses publiques globales et des dépenses publiques pour la formation pour l'école obligatoire, 2004 et 2014

Les dépenses publiques globales incluent plusieurs postes budgétaires comme la santé, la sécurité sociale ou la défense. L'allocation des ressources aux différents postes varie d'un canton à l'autre (OFS, 2016e). Les dépenses publiques pour la formation comprennent ici uniquement la rémunération des enseignants, poste le moins influencé par les différences de pratiques comptables entre les cantons. Moyennes corrigées de la déflation pour les années 2004/2005 et 2013/2014. Données: OFS, AFF. Calculs: CSRE.

Évolution des dépenses globales

